



©FAO/Giuseppe Bizzarri

# IMPACT, RÉSILIENCE, DURABILITÉ ET TRANSFORMATION POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (FIRST)

## PARTENARIAT FAO - UE MÉCANISME D'ASSISTANCE AUX POLITIQUES

### CONTEXTE

À l'heure actuelle, 795 millions de personnes souffrent encore de faim chronique.<sup>1</sup> Les coûts humains, sociaux et économiques pour l'ensemble de la société sont considérables en termes de perte de productivité, de santé, de bien-être, de diminution des capacités d'apprentissage et de réalisation incomplète du potentiel humain. La flambée des coûts des produits alimentaires en 2007-2008 et la forte volatilité des prix alimentaires qui a suivi n'ont pas seulement obligé à repenser la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable, mais ont aussi poussé les dirigeants politiques de nombreux pays et les instances régionales, sous régionales et mondiales ainsi que les groupements de pays comme le G20 et de G8, à porter un intérêt renouvelé à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable dans le cadre de leurs programmes.

La création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale des Nations Unies, la réforme

du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ainsi que de toute une série d'initiatives mondiales et régionales, rendent compte de l'importance accordée à la sécurité alimentaire dans les programmes de développement à l'échelle mondiale et régionale.

Le nombre de pays (environ 61) ayant défini la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable comme secteur prioritaire pour le soutien fourni par l'Union européenne (UE) a presque triplé depuis le dernier cycle de planification. Pour traduire cet engagement politique renouvelé en mesures pratiques et en résultats tangibles, il faudra que:

- ◆ Les objectifs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable soient intégrés de façon explicite aux politiques, investissements et cadres programmatiques sectoriels et intersectoriels.
- ◆ Toutes les parties prenantes concernées puissent participer à des débats factuels en ce qui concerne la gouvernance des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable et s'engagent à mener une action concertée à tous les stades du processus de politique.



©FAO/Giulio Napolitano

<sup>1</sup> FAO, FIDA et PAM. 2015. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. Rome, FAO.

Pour ce faire, il est nécessaire de remplir certaines conditions, notamment l'idée commune, parmi les décideurs, des problèmes et des solutions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable; la production et l'utilisation dans les processus de prise de décision de données, d'informations et d'analyses robustes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable; l'existence de capacités d'analyse politique, de planification et de mise en œuvre; et la disponibilité de mécanismes effectifs de responsabilité fondés sur les preuves résultant d'un suivi systématique des progrès accomplis et d'une évaluation des impacts causés.

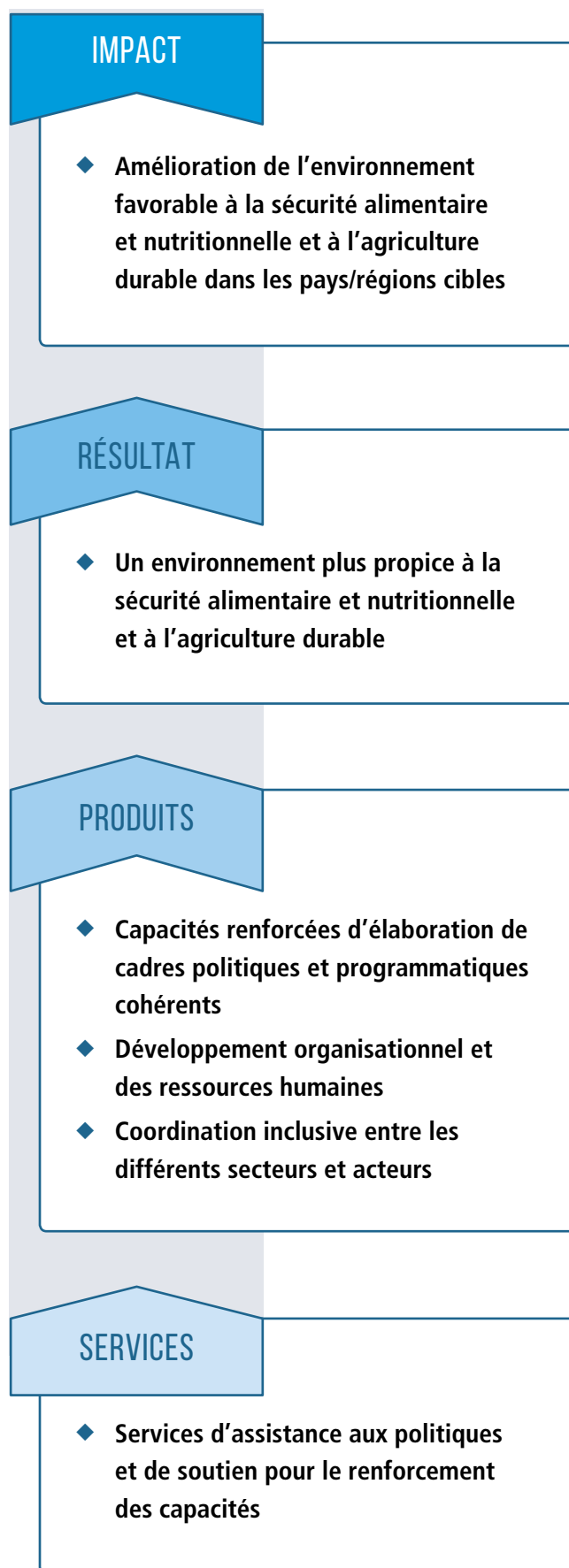
Le mécanisme FIRST d'assistance aux politiques apporte une valeur ajoutée aux fonds de presque 8 milliards d'euros de la Commission européenne (CE) consacrés à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable à l'échelle des pays durant la période 2014-2020, grâce aux améliorations qui seront apportées pour créer un environnement favorable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'agriculture durable, notamment en terme de dialogue sur les politiques plus inclusif et fondé sur des données factuelles et en terme de coordination entre les parties prenantes.<sup>2</sup>

## RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le programme FIRST a essentiellement pour but de renforcer l'environnement propice à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'agriculture durable dans certains pays prioritaires choisis et, le cas échéant, pour des organisations régionales.

Pour prêter les services d'assistance aux politiques et de renforcement des capacités, FIRST a recours à un réseau de responsables des politiques et d'experts techniques techniquement très compétents dans le domaine de la gouvernance et des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable. Ceux-ci devront avoir une compréhension approfondie des changements systémiques complexes dans un contexte multisectoriel, maîtriser les méthodologies pertinentes (telles que l'évaluation des capacités et la planification), et être en mesure d'intervenir de façon efficace comme agents de changement, ce qui exige des compétences en matière de facilitation du processus, de communication et de sensibilité culturelle.

Le graphique ci-après illustre **la théorie du changement** qui sous-tend ce processus:



<sup>2</sup> L'investissement de FIRST représente moins de 0,05 pour cent du soutien total de la CE dans ce domaine.



©FAO/J. M. Micaud

## PORTÉE

Le mécanisme FIRST est axé sur la prestation de services d'assistance aux politiques et de renforcement des capacités à l'échelle de chaque pays. Toutefois, il peut aussi apporter un soutien à certaines organisations sous-régionales qui participent à des processus politiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable pertinents au niveau national. La prestation de l'assistance aux politiques dans le cadre du mécanisme FIRST se fait en fonction du nombre de demandes de la part des pays prioritaires sélectionnés par l'UE. Néanmoins, en raison de contraintes financières, il a fallu procéder à un nouveau dégrossissage de pays et de sphères prioritaires pour la première phase de la mise en œuvre.

## PAYS PRIORITAIRES

Le soutien accordé par FIRST aux pays prioritaires est déployé de manière graduelle en raison du nombre de demandes et du type de soutien sollicité. À l'issue d'une analyse réalisée sur la nature du soutien et les possibilités d'intervention de la FAO, 33 pays, un territoire et une organisation sous-régionale ont été sélectionnés pour lancer la mise en œuvre de FIRST en 2016.

Les pays ont été hiérarchisés en fonction des critères suivants: une demande de soutien de la part du pays; une fenêtre d'opportunité

clairement identifiée pour apporter des changements politiques dans le pays; l'existence d'une coordination active et de consultations entre le gouvernement, la délégation de l'UE (DUE) et la représentation de la FAO, ainsi que la formulation d'une réponse conjointe à l'appel; le degré d'engagement politique du gouvernement qui a fait la demande; l'existence de synergies avec les efforts actuellement déployés par la FAO et l'UE dans le pays; l'application de critères de qualité de l'assistance technique de l'UE et la probabilité d'un renforcement effectif des capacités; le type de soutien et le profil d'expert requis.

Pour tirer le meilleur parti du soutien potentiel de la FAO et des capacités existantes à l'échelon régional, des efforts de synergie ont été déployés là où la FAO fournit déjà un soutien accru, notamment dans des pays ciblés dans le cadre des initiatives régionales où la FAO mène des activités de politiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable, en collaboration avec toute une gamme d'organisations sous-régionales. La FAO a détecté dans chaque pays des processus et/ou programmes significatifs offrant une nette fenêtre d'opportunité pour la FAO de faire participer les gouvernements et les partenaires du développement à l'effort en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable.

## APPROCHE ET MODALITÉS

Pour prêter les services d'assistance aux politiques et de renforcement des capacités, FIRST a recours à un réseau de fonctionnaires responsables des politiques et d'experts techniques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable. Les profils en question sont les suivants:

- ◆ Des fonctionnaires responsables des politiques qui seront basés dans le pays au sein d'une institution ou d'un ministère, ayant des connaissances et une expérience professionnelles répondant aux besoins spécifiques du pays en question dans un domaine associé à la politique et la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable;
- ◆ Des experts techniques en sécurité alimentaire, nutrition, agriculture durable, régimes fonciers, résilience, protection sociale ou dans d'autres domaines, dont le travail étaye celui des fonctionnaires responsables des politiques et qui sont basés dans le pays en question.

Des compétences à court terme peuvent être déployées à partir de la FAO, par exemple les différentes équipes techniques et de prestation de services de la FAO au siège et/ou aux bureaux sous régionaux, ou de consultants choisis sur la liste d'experts de FIRST ou de façon ponctuelle, si et quand cela s'avère nécessaire.

## DISPOSITIFS DE MISE EN ŒUVRE

À travers le mécanisme FIRST, l'UE joue un rôle actif dans le pilotage de la mise en œuvre à l'échelle nationale par l'intermédiaire de la DUE et à l'échelle mondiale, par le biais de la DG Coopération internationale et développement international (DG-DEVCO) de la CE. Le mécanisme FIRST est incorporé à la gestion programmatique et à la structure de coordination de la FAO. Il contribue directement à la réalisation des résultats liés aux politiques et à la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable tels qu'envisagés dans le cadre des objectifs stratégiques 1 et 2 de la FAO. Le mécanisme FIRST est géré et coordonné par une unité réduite de coordination technique et de gestion. Au niveau des pays et des régions, FIRST fonctionne par l'intermédiaire des mécanismes établis par la FAO pour la mise en place de cadres de programmation par pays et, le cas échéant, par les initiatives régionales pertinentes. Des arrangements appropriés de mise en œuvre sont mis en place à l'échelle des pays, avec le gouvernement et les principaux acteurs afin de répondre aux exigences du contexte.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite remercier l'Union européenne du soutien financier apporté au programme FIRST.

FIRST est implémenté dans le cadre des Objectifs stratégiques de la FAO:

**CONTRIBUER À ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION**

**RENDRE L'AGRICULTURE, LA FORESTERIE, ET LA PÊCHE PLUS PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES**

*Ce document a été aligné sur la version anglaise.*

## LES PARTENAIRES EXTÉRIEURS NE PEUVENT SE CONSACRER AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DES AUTRES

Le développement des capacités (DC) est le processus par lequel les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil des ans. Le DC peut consister à modifier des connaissances, des compétences, des processus de travail, des outils, des systèmes, des modèles hiérarchiques, un style de gestion, etc. Comme l'apprentissage, le DC se fait à l'intérieur des personnes ou des organisations et, comme l'apprentissage, il ne saurait leur être imposé. En conséquence, il est impossible à des partenaires extérieurs de «faire» le développement des capacités des autres.



©FAO/Giulio Napolitano

Cette idée de base a quatre conséquences importantes:

- ◆ Le DC doit être la propriété de ceux qui développent leurs capacités – sinon il n'a tout simplement pas lieu;
- ◆ Le DC ne saurait être ni conçu ni mis en œuvre par des partenaires extérieurs; ces derniers peuvent apporter un appui aux processus de DC ou aider à créer les bonnes incitations extérieures pour encourager les processus de DC;
- ◆ Ceux qui entreprennent de développer leurs capacités doivent conduire eux-mêmes les évaluations et les processus d'élaboration en vue du DC de sorte que leur appropriation et leur engagement restent intacts et se trouvent même stimulés;
- ◆ La mise en œuvre des processus de DC doit être organisée de telle manière que ceux qui développent leurs capacités soient pleinement maîtres du leadership et de l'appropriation.

*Source: Commission européenne. 2011. Document de référence N°6: Boîte à outils pour le développement des capacités. Luxembourg.*

CONTACT: **Karel Callens**

Fonctionnaire responsable

Chef adjoint du Programme stratégique Sécurité alimentaire et Nutrition

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

SPL1@fao.org

SITE WEB: [www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr/](http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr/)